



FRANCE

LAÏCITÉ

Laïcité : Sarah El Haïry diligente une inspection de la Fédération des centres sociaux

L'HISTOIRE AURAIT PU EN RESTER LÀ, à un « dialogue de sourds » très commenté dans la presse, entre une centaine de jeunes, réunis à Poitiers fin octobre pour parler de religion, et la secrétaire d'Etat à la jeunesse, Sarah El Haïry, leur invitée, si n'était arrivée, début novembre, au siège de la Fédération des centres sociaux, organisatrice de la rencontre, une lettre de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche.

Y est inscrit noir sur blanc le lancement d'une mission d'inspection ayant pour objet d'« examiner les objectifs, les conditions d'organisation et d'encadrement de la dixième édition des rencontres du réseau jeunes qui s'est déroulée à Poitiers du 16 au 23 octobre [Sarah El Haïry n'était présente que lors de la matinée du 22 et a lancé l'inspection le 23], ainsi que, plus largement, les conditions d'organisation et de fonctionnement de [l']association ». Les participants, encadrants comme jeunes, seront entendus sur la base du volontariat. L'échéance n'est pas mentionnée dans ce courrier en date du 29 octobre mais on évoque, dans l'entourage de la secrétaire d'Etat, un « rapport sous quatre à six semaines ».

De cette « rencontre ratée », *La Vie*, *La Croix*, la presse quotidienne régionale, se sont, entre autres, fait l'écho. Leurs versions ne convergent pas sur tout, mais elles se rejoignent sur l'essentiel : une incapacité de part et d'autre à s'entendre – à défaut de s'écouter. D'un côté, 130 jeunes âgés de 15 à 21 ans, issus de quartiers prioritaires mais aussi de zones rurales et venus d'une quarantaine de centres sociaux (sur les 1300 de la fédération), réclamant, entre autres choses, des cours sur les religions à l'école ou la possibilité de porter des signes religieux à partir du lycée. De l'autre, une secrétaire d'Etat, nommée à ce poste en juillet après avoir été élue députée sous les couleurs du

MoDem en Loire-Atlantique, martelant que « la laïcité est là pour [les] protéger » et entonnant, comme à bout d'arguments, une *Marseillaise*... très peu suivie.

« Refus de dialogue »

Une partie de la scène a été filmée par France 3 Poitou-Charentes. La présence des journalistes – *Le Monde* n'y était pas – a son importance : de part et d'autre, on s'appuie sur eux pour défendre sa version des faits. « La secrétaire d'Etat a été marquée par la virulence des propos entendus, sur les religions, sur l'école, mais aussi sur la police ou sur les médias, soufflé-t-on à son cabinet. Ce qu'elle interroge, avec cette inspection, c'est l'encadrement : comment ces jeunes ont-ils pu, après plusieurs jours de travail avec des adultes, en arriver à une telle expression ? »

Au sein de la Fédération des centres sociaux, on défend la « liberté de parole des jeunes » : « On n'est pas là pour formater ou lisser leur expression, souligne Tarik Touahria, qui préside cette fédération quasi centenaire. Ces jeunes venus sur leur temps de vacances avaient travaillé, débattu, éprouvé ce qu'est le vivre-ensemble. » Leur carnet de bord et leurs préconisations ont été mis en ligne. « Qu'ils y dénoncent ce qu'ils vivent comme des discriminations ou leur volonté de redébattre de la loi de 2004 [sur le port de signes religieux dans les établissements], je n'y vois rien d'indécent, poursuit-il, même si la fédération n'a pas à donner son avis là-dessus. Ils étaient fiers de recevoir une ministre. Ils se sont pris un refus de dialogue et sont repartis cassés. Tout un processus d'engagement et de confiance est abîmé. »

La rencontre manquée, chacun le reconnaît, s'est tenue dans un contexte particulier, six jours seulement après l'assassinat de l'enseignant Samuel Paty. Son thème avait, lui, été fixé il y a un an. ■

MATTEA BATTAGLIA